



RENDU EXECUTOIRE LE

29 JUL. 2022

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

Envoyé en préfecture le 25/07/2022

Reçu en préfecture le 25/07/2022

Affiché le

SLO

ID : 086-228600011-20220722-22_A_PAPH_0091-AI

ARRETE n° 2022-A-DGAS-DA-PAPH-0091

Du 22 juillet 2022

Portant refus d'agrément

==

Le Président du Conseil Départemental de la Vienne,

VU le Code de l'action sociale et des familles et notamment ses articles L 441-1 à L 444-9 et R 441-1 à D 444-8 ;

VU le Règlement départemental d'aide sociale de la Vienne ;

VU la demande d'agrément formulée par _____, par
courrier reçu le 26 janvier 2022 et dont le dossier a été déclaré complet le 25 mars 2022 ;

CONSIDERANT les visites qui étaient proposées au domicile les 7 et 20 juin 2022,
pour vérifier les conditions d'accueil et les motivations de

SUR proposition de la Directrice Générale Adjointe des Solidarités.

- ARRETE -

La demande d'agrément de

Article 1 -

Domiciliée :

est refusée aux motifs que _____ n'a pas été présente aux deux rendez-vous proposés. Elle ne s'est pas manifestée suite à sa seconde absence et n'a pas répondu au courrier du 24 juin 2022 lui demandant sa position vis-à-vis de l'agrément.

Article 2 - Cette décision prend effet à compter de la date de signature du présent arrêté.

Article 3 - Un recours gracieux peut être exercé dans un délai de deux mois à compter de la réception de la présente notification, par courrier adressé au Département de la Vienne, Madame la Directrice Générale Adjointe des Solidarités – Service prestations personnes âgées et personnes handicapées - 39 rue de Beaulieu 86034 Poitiers Cedex

En l'absence de réponse à un recours gracieux dans un délai de deux mois à compter de la date dudit recours ou en cas de désaccord avec la réponse donnée, vous pouvez saisir le tribunal administratif de Poitiers dans un nouveau délai de deux mois.

Depuis le 1^{er} décembre 2018, le recours juridictionnel peut également être déposé sur l'application Telerecours citoyens, en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

Dans ce cas, il n'y a pas à produire de copies du recours et l'enregistrement est immédiat, sans délai d'acheminement.

Article 4 - Le Directeur Général des Services et la Directrice Générale Adjointe des Solidarités sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Poitiers, le 22 JUIL. 2022

Pour le Président du Conseil Départemental
et par délégation,
La Directrice Générale Adjointe des Solidarités



Marion ANDRAULT-DAVID